

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, G. Ador*

RP n° 28

Vienne, 7 novembre 1917

Les succès des armées impériales en Italie sont naturellement accueillis avec le plus grand enthousiasme¹. Ce n'est que maintenant qu'on avoue les craintes sérieuses ressenties au sujet du sort de Trieste avant les derniers événements; ils ont produit un grand soupir de soulagement. L'amour-propre austro-hongrois eût certainement préféré une victoire due aux seules armées de la double Monarchie, mais on n'est pas fâché, d'autre part, que les troupes de l'empereur Guillaume aient enfin dû entrer en contact direct avec l'armée italienne, la politique du prince de Bülow tendant à faire des concessions aux Italiens aux frais de l'Autriche ayant laissé subsister au fond des cœurs une certaine méfiance; on craignait un retour aux coquetteries germano-italiennes; maintenant que les Italiens et les Allemands ont échangé des coups il ne sera plus guère possible, se dit-on, au Gouvernement de Berlin de reprendre la politique de Bülow. Je crois qu'on éprouverait peu de plaisir ici à voir ce dernier revenir au pouvoir. Il ne saurait du reste plus être question de cessions territo-

1. *Référence à la bataille de Caporetto.*



riales à faire à l'ex-membre de la Triplice; le peuple autrichien entier s'y opposerait, l'Empereur y jouerait sa popularité. Ce dernier du reste marque, par sa présence à l'armée, qu'il ne se croit pas tenu à des ménagements vis-à-vis de son ancien allié, même après la libération du territoire autrichien; l'Impératrice, née princesse de Bourbon-Parme, qui a passé une grande partie de son enfance en Italie, va même le rejoindre. Dans un ordre du jour daté du 2 novembre l'Empereur rappelle à l'armée les précédentes guerres austro-italiennes, il évoque le souvenir de François-Joseph Ier, des archiducs Charles et Albrecht, du maréchal Radetzky, évocations peu appropriées à faire plaisir aux Italiens! Doit-on en conclure qu'on songe à la Hofburg à reconquérir les provinces perdues à Solferino et à Sadova? Je ne le crois pas. Certes le souvenir des beaux jours de Milan et de Venise, des temps où une branche des Habsbourg régnait à Florence est resté flottant dans quelques esprits comme un beau rêve envolé; pour le vieil Empereur défunt c'eût été une satisfaction toute spéciale de parcourir en vainqueur les plaines du Pô et de l'Adige, mais d'autre part le souvenir aussi des déceptions éprouvées jadis est trop vivant, le danger de s'attacher au flanc de nouvelles provinces «irredente» est trop évident pour que personne songe à courir pareille aventure. Tout ce que le *peuple* espère de ces brillantes victoires est un rapprochement du jour où pourra être signée la paix générale si ardemment désirée. Quant aux gens du gouvernement, je crois que c'est plutôt du côté de l'Albanie et des côtes de l'Adriatique qu'ils chercheront à tirer parti des défaites italiennes. C'est à dessein que je viens d'écrire *paix générale*, car si une paix séparée devait être conclue avec l'Italie, les armées de Charles Ier, on s'en rend bien compte ici, ne pourraient guère se croiser les bras et refuser leur concours à celles de Guillaume II sur d'autres champs de bataille, en France et en Belgique notamment. Après les services éminents rendus par les Allemands à leurs alliés de l'Est, refuser de les secourir à son tour serait non seulement ingrat mais pourrait même devenir dangereux; et pourtant un ancien diplomate autrichien me disait hier: «Für den Kampf an der flandrischen Front wäre unser Volk heute nicht mehr zu haben!»

On se rend bien compte ici que, sans le concours des troupes allemandes, il n'eût guère été possible d'atteindre les résultats étonnants obtenus jusqu'ici, mais on insiste d'autre part sur le fait que les plans de l'offensive sont dûs à l'état-major austro-hongrois. Aussi se montre-t-on quelque peu froissé – sans que toutefois la presse soit autorisée à faire mention de ces susceptibilités – des éloges que l'Empereur d'Allemagne, dans son télégramme de félicitations, adresse au maréchal de Hindenburg.

En général tout n'est pas miel et sucre dans les rapports entre les deux empires; ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous l'écrire, on est quelquefois impatienté ici de la supériorité affichée par les officiers et fonctionnaires allemands et la conduite des troupes du grand allié ont aussi donné lieu à des réclamations variées. C'est ainsi que, à la suite de nombreuses réclamations, les Allemands ont finalement dû consentir à désigner une commission d'enquête pour examiner les plaintes relatives aux *réquisitions* pratiquées en Transsylvanie. Un Autrichien, en qui je puis avoir toute confiance, me citait l'autre jour le cas d'un de ses amis, grand propriétaire en Bukovine, dont les terres ont été deux fois envahies par les Russes. Ces derniers non seulement n'ont rien pillé, mais ont au contraire ensemencé ses champs pour le compte du propriétaire. La récolte par contre a été faite par les Allemands qui l'ont

enlevée sans rien payer, pas même en bons. Des incidents de ce genre ne sont pas faits pour rendre les rapports plus cordiaux entre les alliés, mais c'est dans sa poche que l'Autrichien fait le poing et je ne saurais assez répéter qu'on aurait grand tort d'attacher une importance capitale à des frottements qui ne sauraient compromettre sérieusement la solidité de l'alliance austro-allemande.

Le manque de doigté des Allemands semble, d'autre part, ne pas avoir été sans influence sur la tournure que prend actuellement la question polonaise. Il avait été question de diverses combinaisons tendant à rattacher la Pologne russe, soit en entier soit en partie, avec une certaine autonomie, à l'empire d'Allemagne; mais cette combinaison a dû être abandonnée en raison de l'opposition irréductible des Polonais dont les Allemands se sont aliéné toutes les sympathies au cours de leur occupation d'une partie du pays. Etant donné que la Galicie aurait toujours eu la tendance de faire corps avec le Royaume de Pologne, le projet n'était pas sans danger pour la Double-Monarchie. Aussi en est-on revenu à la solution qui consiste à remettre la Pologne proprement dite à la maison de Habsbourg en y rattachant la Galicie. Nous ne connaissons pas encore les détails de ce qui semble avoir été décidé ces derniers jours dans les conférences de Berlin; il paraît certain cependant que l'empereur Charles doit être désigné comme futur roi de Pologne. Mais s'agira-t-il d'une union purement personnelle ou pense-t-on faire de la Double-Monarchie une Triple-Monarchie en rattachant la Pologne à l'Autriche-Hongrie au point de vue douanier, militaire et diplomatique de même manière que l'Autriche et la Hongrie sont liées l'une à l'autre? C'est ce qu'on ne sait pas encore, mais le comte Czernin venant de rentrer de Berlin, on ne tardera pas, je pense, à connaître les décisions prises, dans leurs grandes lignes au moins. Pour ma part je doute fort qu'on puisse consentir ici à une Pologne *absolument* autonome à laquelle on attribuerait la Galicie. J'ai déjà eu l'occasion de signaler à diverses reprises la grande importance de la Galicie pour l'Autriche dont elle est le principal réservoir en charbon, en pétrole, en céréales; on ne saurait sans danger la séparer de l'Empire. D'autre part la Hongrie a fait jusqu'ici une opposition violente à ce qu'on appelle vulgairement le *Trialisme*; elle craindrait d'être mise en minorité par les deux autres membres de l'association. Cependant je tiens de bonne source que cette attitude ne serait plus aussi prononcée qu'elle l'était sous le ministère Tisza; l'un des membres marquants du ministère actuel aurait même déclaré à mon auteur², déjà avant de faire partie du gouvernement, qu'on commençait à penser en Hongrie que la combinaison ne serait peut-être pas si mauvaise que cela parce que la Pologne serait sans doute plus disposée à faire bloc avec la Hongrie contre l'Autriche qu'à marcher avec cette dernière contre la politique de Budapest. Toujours le même personnage (d'origine polonaise d'ailleurs mais élevé en Autriche allemande et ancien diplomate) ne dissimule cependant pas les appréhensions que lui inspire le rattachement de la Pologne à la Monarchie danubienne. En effet – et ses craintes me paraissent plausibles – il se dit que, si l'Autriche appuie les aspirations polonaises, elle risque fort d'entrer en conflit avec l'Allemagne un jour ou l'autre; si elle a, au contraire, de grands égards pour les intérêts allemands ce seront les Polonais qu'elle se mettra à dos; or il ne faut pas oublier que la Pologne avec la Galicie auraient près de vingt millions d'habitants.

2. *Informateur*.

A titre *confidentiel* je puis vous dire que c'est entre le comte Czernin et M. de Kühlmann, lors de la visite de ce dernier à Vienne il y a une quinzaine de jours, qu'ont été jetées les bases de l'arrangement au sujet de la Pologne; le voyage de Czernin à Berlin a eu pour but principal d'obtenir sa ratification; l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, qui lui aussi appuyait ce projet comme apte à garantir la continuation des bonnes relations entre les deux empires, a été également appelé à Berlin; le Chancelier de l'Empire, enfin, semblait aussi gagné d'avance à cette politique. Ce qu'on ne savait pas encore il y a quelques jours, c'est dans quel sens se déciderait l'empereur Guillaume étant donné l'opposition manifestée jusque là par les militaires. Quant à l'empereur Charles Ier, quoiqu'il n'eût pas encore été appelé à ce prononcer officiellement, on pourrait admettre que ce n'aurait pas été sans son assentiment que son ministre des Affaires étrangères aurait entrepris de lui procurer la Pologne. Vous avez vu que Hindenburg et Ludendorff ont pris part aux conférences de Berlin à la fin desquelles l'empereur Guillaume a offert un déjeuner à Czernin et aux autres participants aux négociations. La presse viennoise étant autorisée à parler de la combinaison comme d'une chose à peu près en règle, on peut admettre que l'état-major allemand a renoncé à son opposition ou que l'Empereur a passé outre.

Je vous serais obligé de ne pas faire allusion aux détails ci-dessus (que je tiens de meilleure source) surtout vis-à-vis des représentants des puissances intéressées, attendu que j'ai promis de les considérer comme strictement confidentiels.

Au risque de passer pour voir des combinaisons machiavéliques partout je me permets la question suivante: en laissant la Pologne à l'Empereur d'Autriche, l'Allemagne ne poursuit-elle pas le double but de satisfaire l'Autriche d'une part et, d'autre part, de la compromettre en lui octroyant un accroissement de territoire et en lui enlevant ainsi le beau rôle du vainqueur désintéressé qu'elle s'est plu à jouer ces derniers temps?